



Lundi 6 mai s'est tenue la réunion de négociation dans le cadre des préavis de grève SUD, CGT et SNJ concernant les JT mutualisés Limousin Poitou-Charentes du 8 au 12 mai prochains ainsi que la fabrication des sujets Grande Région par l'Aquitaine, en présence de Fabrice Goll (DR), Samuel Bignon (DRH) et François Massaloux (Responsable Financier).

A l'évidence, la direction n'est pas venue pour négocier. Elle n'a formulé aucune proposition, sur aucun des points de revendications. A la place, les syndicats ont fait face à une avalanche d'éléments de langage dont voici quelques extraits :

« Ce n'est pas un plan d'économie, c'est un plan de retour à l'équilibre budgétaire »

Effectivement, ne pas admettre qu'il s'agit d'économies permet de contourner certaines obligations légales. C'est malin... mais on vous voit.

« Nous devons respecter notre budget, en responsabilité »

Personne ne dit le contraire. Mais il est inacceptable que notre budget soit amputé de la sorte pour payer les « projets d'entreprise » imposés par Paris (Tempo, OpenMedia) et que le prix à payer soit le torpillage de nos éditions régionales de proximité.

« C'est sur les JT qu'on consomme le plus »

Les Organisations syndicales pensent qu'il est possible de trouver de l'argent ailleurs. Est-ce qu'on demande aux antennes nationales de faire des économies sur les JO ou le festival de Cannes ?

« On ne vous communiquera pas le montant du budget, des économies, et leurs répartitions entre Poitou-Charentes, Limousin et Aquitaine. Ces informations sont confidentielles et réservées au CSE »

Sur quel texte s'appuie la direction pour affirmer cela ? Elle ne sait pas. En réalité c'est l'inverse, nos accords permettent aux RP d'avoir accès à ces informations. Nous verrons si la direction fait la même réponse à la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, que SUD et le SNJ ont déjà sollicitée sur ce sujet.

« Il faut peut-être aller se battre pour que les budgets soient revus à la hausse »

Tout à fait d'accord ! Commençons par là...Les organisations syndicales comprennent bien que la Direction Régionale ne s'est pas opposée aux choix parisiens alors qu'elle voyait que budgétairement elle "allait dans le mur".

« Nous devons prendre ces décisions fondamentales pour notre avenir »

Les syndicats refusent ce chantage à la peur. C'est précisément pour préserver notre avenir que nous refusons ces JT communs.

« Moi, j'ai signé pour être directeur, c'est pas pour faire des JT communs »

Chiche ?

Les organisations syndicales renvoient la direction à ses responsabilités :

- Pourquoi avoir accepté le développement des éditions ICI ?
- Pourquoi avoir déployé Open Media dans la précipitation avec un budget insuffisant ?

Les charges supplémentaires (ICI, OpenMedia...) doivent faire l'objet d'une rallonge budgétaire du Central pour les antennes concernées.

La CGT, SUD et le SNJ ne peuvent accepter que les restrictions portent sur l'une de nos raisons d'être : le JT régional.

Parce que nous ne voulons pas que les salariés payent l'addition, nous maintenons nos appels à la grève du 8 au 12 Mai.

Limoges, le 6 mai 2024